

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE – juillet 2007 – n°101



Débat du mois : Les langues africaines  
et le développement



Editorial

## Quand l'Afrique s'éveillera...

Tel est le titre de l'exposition que la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette nous propose jusqu'au 4 novembre. Au-delà du slogan qui fait le titre de l'exposition, et dont vous avez remarqué qu'il n'était pas suivi d'un point d'interrogation mais de points de suspension, les journalistes scientifiques de ce temple parisien de la science, ont réussi le tour de force de présenter dans une exposition aux dimensions modestes, 300 m<sup>2</sup>, un dossier sérieux et accessible sur l'Afrique subsaharienne. Ce dossier a été réalisé avec la participation de chercheurs et d'experts africains et français, autour des grandes thématiques du défi alimentaire, du droit à la santé pour tous, de l'exploitation des richesses naturelles du continent, des sociétés africaines de demain à partir des grands mouvements démographiques. Chacun de ces thèmes est développé par des exemples qui sont autant de mises au point sur les forces, les faiblesses, les problèmes et les réussites de l'Afrique d'aujourd'hui, les défis de celle de demain.

Des panneaux, des textes, des films, des bornes d'écoute d'interviews d'experts, facilitent la compréhension scientifique des défis africains, ils permettent d'en saisir la diversité et la portée culturelle et sociale, et cela dans une proximité de l'Afrique « telle qu'en elle-même », qui est présente discrètement mais efficacement, par des proverbes et quelques peintures et sculptures d'artistes contemporains. Trois conférences prévues en octobre permettront de revenir sur la sécurité alimentaire, les NTIC, la science en Afrique.

Enfin, l'Afrique noire est traitée sérieusement, non pas comme un continent en perdition, incompréhensible ou allergique à la logique occidentale, mais comme un grand sujet d'actualité qui nous concerne tous et dont le devenir croise les grands enjeux de l'humanité, l'environnement, les ressources naturelles, la santé, les migrations. Tel est le principal enseignement de cette exposition. Elle est adres-

sée au grand public, mais elle aurait fait un extraordinaire lever de rideau pour la réunion des chefs d'État et de gouvernement qui se sont réunis à Accra au début de juillet. Espérons que le public ratifiera ce regard porté sur l'Afrique, lucide et sans préjugés, débarrassé de nostalgie coloniale, de sentimentalité humanitaire, de paternalisme néocolonial et qu'il fera le succès de *Quand l'Afrique s'éveillera...* Car nous lui souhaitons non seulement un succès européen mais une deuxième vie à l'international, ce qu'ont prévu ses organisateurs qui vont éditer un DVD-ROM qui permettra de répliquer l'exposition.

Grâce à Georges Courade, conseiller scientifique de l'exposition, la CADE a suivi la préparation de cette exposition qui s'inscrit exactement dans l'esprit de son activité. Aussi avons-nous formé le projet d'en évaluer l'impact, persuadés qu'il y aura d'utiles enseignements à tirer de la réception par le public de ce regard de scientifiques sur l'Afrique d'aujourd'hui.

Un dernier mot : procurez-vous la *Géopolitique de l'Afrique* que Philippe Hugon publie aux éditions SEDES. Cet ouvrage de 239 pages qui est destiné aux élèves des prépas commerciales est, plus que son titre ne l'indique, une présentation scientifique, pédagogique, de l'Afrique, des Afriques, dans toutes leurs richesses et leurs défis. Non pas hasard mais convergence significative, la parution de cet ouvrage vous aidera par sa lecture, après celle de « l'Afrique des idées reçues », à prolonger votre visite de *Quand l'Afrique s'éveillera...*

Pour ceux qui veulent voir l'exposition sur Internet, elle sera disponible sur le site de la Cité dans dix jours à la rubrique « sciences-actualités »

Bonnes vacances et rendez-vous pour la rencontre-débat du 11 octobre 2007.

La CADE

## Les langues africaines et le développement

*Cette réunion prévue de longue date apparaît en fait comme la suite logique de la dernière du cycle « L'Afrique des jeunes ». Plusieurs intervenants avaient montré combien l'usage, souvent difficile, des langues locales était important dans la construction de leur identité.*

*Aujourd'hui, en faisant référence plus particulièrement au Mali, elles seront présentées dans la réalité de leur*

*emploi au plan historique d'abord (Roland COLIN, directeur de recherches à l'Université Paris III), puis à l'école (Thierry TREFALT, maître de conférences à l'UFM de Perpignan), dans la société (Aïssatou MBODJ, agrégée de philosophie, docteur en sociologie) et enfin, témoignage plus personnel, comment elles interfèrent dans la vie d'un individu (Mamadou DEME, sociologue des migrations).*

### Perspectives historiques

**Roland COLIN** aborde un sujet qui est, dit-il, « ambitieux, difficile, délicat à bien des égards, très souvent cantonné à la marge des grands débats... « or il soulève de multiples questions qui rejoignent les problématiques profondes de l'Afrique ».

L'histoire commence avec le langage qui permet la transmission entre les hommes, et qui est en même temps créateur de cette histoire. Avant le choc colonial les langues africaines furent longtemps les grandes inconnues de ce continent, lui-même mal connu. Comment les Africains, tels qu'ils étaient perçus à l'époque, pouvaient-ils posséder une langue ? Grande question, source de querelles semi-théologiques aux XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> siècles. En 1960 le premier Congrès des Langues Africaines à Dakar a fait apparaître le rapport entre les langues et les vagues successives de colonisation. Ces dernières furent d'abord purement mercantiles et ne s'intéressaient qu'aux richesses minérales de la zone côtière. En 1816, après les guerres napoléoniennes, la colonisation change de sens. Avec l'essoufflement de l'esclavagisme, l'émancipation des colonies d'Amérique, les grandes

puissances veulent de nouveaux territoires et il faut s'enfoncer dans un continent inconnu aux plans physique, social, culturel. Saint Louis et les comptoirs du Sénégal récupérés sur les Anglais, devinrent, pour la France, une tête de pont pour l'aménagement de l'arrière-pays en ayant recours à des intermédiaires africains... à former, car le climat est rude pour les Blancs.

La première école africaine est donc créée. Le premier instituteur provenant du courant des écoles mutuelles, découvre que ses élèves ne parlent pas français. Il lui apparaît insensé d'apprendre à lire et à écrire dans une langue autre que la langue maternelle. Il apprend le wolof pour lancer une école bilingue, qui dura quelques années. Une question se pose alors : si on reconnaît aux Africains un degré de civilisation avancée, la langue en est témoin, comment justifier la colonisation ? A partir de 1840 arrivent les Frères des Ecoles chrétiennes de l'abbé Lamennais, qui instaurent le français en exclusivité. On ne reparle des langues africaines qu'à la fin du siècle, avec de jeunes administrateurs qui les utilisent pour le commandement.

C'est seulement à la fin de la période coloniale, vers 1960 et avec les indé-

pendances, que l'on repense aux langues comme facteur d'un développement qui exige le passage à l'écriture. Mais à quelle langue se raccrocher ? La balkanisation liée aux indépendances n'épouse pas les frontières linguistiques et les Etats n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur des systèmes de transcription cohérents valables sur de grandes aires géo-culturelles. Chacun allait à son rythme et le Sénégal a pris du retard, car Senghor, grand linguiste, était trop exigeant et voulait trop bien faire.

Dans une ère de mondialisation où les patrimoines linguistiques périphériques ont tendance à être éliminés, les débats reprennent sur les langues africaines et leur efficacité. Etant donné leur multiplicité, elles ne sont en effet pas utilisables sur de grands espaces. Or l'Inde qui compte à peu près autant de langues a apparemment résolu le problème, car sa littérature en langues locales est florissante, par rapport à celle en anglais.

### Les avatars du bilinguisme à l'école

**Thierry TREFALT** refait aussi de l'histoire en remontant en 1962. La première réforme de l'enseignement malien pour « décoloniser les esprits »

met en place deux cycles d'études dans la langue officielle, le français ; mais un décret d'application d'octobre 1962 précise « en attendant la possibilité d'utilisation des instruments de langues du pays ». Huit ans plus tard, un autre décret confirme le français, « toutefois, dès que cela sera possible les langues nationales seront utilisées ». Ce qui suppose l'élaboration de tout l'appareillage qui entoure une langue : un alphabet, une écriture, une grammaire, des livres, etc...

On y arrivera grâce à la campagne d'alphabétisation fonctionnelle en langue maternelle lancée par l'UNESCO en 1965 à l'intention des paysans pour qu'ils puissent accéder aux progrès techniques, afin de moderniser l'agriculture, gage du développement du pays. Cinq des onze langues nationales sont retenues, un alphabet de 45 signes est mis au point, des brochures d'éducation de base sont éditées. Des centres se créent dans le pays, plus particulièrement dans la zone cotonnière, avec l'appui de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT). Un journal est lancé « Kibaru », tiré à 25 000 exemplaires en bambara. L'impact psychologique a été fort, car les langues africaines ont ainsi montré qu'elles avaient leur place à l'école et dans la formation à l'écrit, au calcul... Les paysans alphabétisés mettent en place des équipes de contrôle pour la pesée du coton, les impôts et en conséquence pour faire valoir leurs droits. Ils sont dès lors « plus à l'aise avec le monde du papier ». Cette période dorée de la paysannerie alphabétisée a marqué les années 70/80, puis s'est essoufflée vers 1990.

Pendant cette période « l'enseignement de masse et de qualité » est remis en question. C'est un échec : Le Mali enregistre le plus faible taux de scolarisation de la région, redoublements et abandons se multiplient... La cause en est la langue d'enseignement, le français que les élèves ne comprennent pas. C'est pourquoi en 1979 s'ouvre la première école bilingue, les langues nationales profitant désormais de tout l'appareillage hérité de l'alphabétisation. Une cen-

taine d'écoles fonctionne, puis le programme est arrêté, car les enseignants constatent qu'après 2 ans de langue maternelle les élèves ne transfèrent pas au français les apprentissages acquis. Il existe en effet des seuils au-dessous desquels ces apprentissages ne se transposent pas. Il faut avoir des acquisitions très stables dans la langue première avant d'envisager de passer à une seconde, faute de quoi le bilinguisme est dit soustractif et les élèves sont au mieux moyens dans les deux et plus fréquemment incompetents dans chacune.

La « pédagogie convergente » est alors mise en place. Les causes de l'échec ont été reconnues, ainsi que la passivité des élèves. Cette nouvelle formule tient davantage compte du milieu en recourant à des contes, des chansons, des enquêtes de proximité. Elle rend les élèves plus actifs et emploie la même méthodologie pour les deux langues. Aujourd'hui plus d'un tiers des écoles en bénéficie et elle continue à s'étendre, mais parfois mise en œuvre avec des méthodes plus traditionnelles, ou bien en allongeant la période d'enseignement des langues locales qui passent de 4 ans en principe à la durée du cycle entier. Les pays anglophones ont montré l'exemple dans ce domaine. Le multilinguisme se développe aussi, ce qui permettrait d'enseigner les langues nationales « reconnues », comme dans l'enseignement non formel qui touche souvent des non scolarisés. On s'interroge maintenant sur ce que font les jeunes de leur savoir.

#### **Au village : bambara et/ou français ?**

**Aïssatou MBODJ** répond à l'interrogation en s'appuyant sur sa thèse de doctorat en science sociales soutenue en mars dernier sur le thème « L'usage des langues à l'écrit dans la région cotonnière du Mali ». Compte tenu du faible taux d'alphabétisation des adultes (19%), l'enseignement des langues à l'école et au-delà est un enjeu très important : ce sont le français, seule langue officielle, l'arabe, langue de l'écrit à usage plus particulièrement religieux

et les langues nationales. C'est une dynamique plurilingue. Dans l'association langues - développement, il faut garder en tête que le processus de développement a des dimensions multiples et que l'impact des langues n'est pas le même pour une communauté et pour des individus acteurs de ce développement.

Le programme expérimental mondial d'alphabétisation de l'UNESCO, lancé en 1965, a été poursuivi dans cette région cotonnière pour faciliter l'organisation du monde agricole, suite à la mise en place d'un système d'associations villageoises avec un bureau composé d'agriculteurs alphabétisés qui permettait à la CMDT de leur déléguer certaines fonctions. Les relations avec les échelons supérieurs se faisant en français. Toutes les données administratives et comptables, au niveau du village, sont écrites en bambara : la liste des exploitants, les crédits pour payer les intrants (engrais, semences...) puis leur recouvrement en fin de campagne, etc... La question des langues nationales par rapport au français est un peu faussée, car, parmi elles, le bambara est privilégié en tant que langue véhiculaire au Mali.

Dans le village où travaillait Aïssatou Mbodj, elle a pu comparer ce qui restait chez les adultes des différentes vagues d'enseignement des langues. Durant l'époque coloniale, des enfants peu nombreux, ont été à l'école française à Sana à 10 kilomètres. Puis à partir de 1970 ce fut le programme d'alphabétisation des adultes de l'UNESCO, plutôt pour les hommes chefs d'exploitation, et en 1979 se met en place l'école bilingue. L'usage du bambara est effectif dans la gestion de la production cotonnière et a été aussi l'occasion de l'émergence d'une élite villageoise. Les lettrés s'en servent pour leur correspondance, pour tenir des cahiers personnels, sortes de journal où ils notent leurs réflexions, les événements familiaux... Mais ils écrivent aussi en français et en arabe. Ils sont en fait plurilingues à l'écrit et privilégient le français, surtout ceux qui ont appris le français seul ou ont été à l'école bilingue. C'est en outre pour eux un atout d'élévation sociale. Ce

plurilinguisme est d'ailleurs une ressource, car elle leur permet de choisir la langue la mieux adaptée au sujet traité. L'arabe est ainsi souvent employé pour écrire ou traduire des passages du Coran.

En conclusion, Aïssatou Mbodj soutient « que l'usage des langues africaines n'est en aucun cas, à lui seul, un facteur de développement ». Ce qui est central c'est le statut des langues à l'école, qui évoluera en fonction de la situation sociolinguistique générale. Que deviendra la volonté politique des autorités qui soutiennent notamment la pédagogie convergente, face aux milieux urbains qui lui sont hostiles ? L'avenir des langues nationales tiendra beaucoup aux médias, radio télévision. Ecrites, elles ne résistent pas à la hiérarchie des langues héritée de la colonisation, mais elles constituent un profond vecteur de changement social : d'une part pour ceux qui n'avaient pas accès à l'écrit ; d'autre part, elle offre aux autres une plus large palette de langues. Il ne faut pas privilégier les langues nationales, mais réfléchir à leur place dans un répertoire plurilingue.

### **Les langues dans l'aventure humaine**

**Mamadou DEME** raconte sa jeunesse, en contradiction avec les habitudes d'éducation et de socialisation traditionnelles. Compte tenu des différentes étapes initiatives, les enfants n'allaient chez le maître qu'à l'âge de 6/7 ans, et c'était l'école arabe. Elle formait soit des enseignants du Coran, soit des spécialistes de la religion appelés à occuper leur place dans un système se perpétuant. En 1960 sous l'impulsion de Léopold Sédar Senghor, président de la République, et de Mamadou Dia, Premier Ministre, l'école arrive dans les villages au Sénégal. Ce qui ne fut pas apprécié par tous. Les chefs religieux musulmans, les marabouts, perdaient ainsi le contrôle des enfants et à travers eux des parents.

Ces derniers avaient le choix entre l'école coranique, qui promettait d'aller vers le paradis, et l'école en français, qui était « l'enfer » selon les

marabouts, mais qui permettait aux enfants de réussir et de construire leur projet de vie. En outre les chefs de canton obligeaient les parents à mettre leurs enfants à l'école publique sous peine de sanctions.

Le 19 octobre 1960, c'était le premier jour d'école pour Mamadou Deme avec un instituteur originaire de Casamance qui ne parlait pas le peuhl. Le seul moyen de communication avec lui était donc le français, nécessaire aussi pour former notre socialisation et notre avenir professionnel. Des contraintes existaient : la langue des parents était interdite ; ceux qui ne parvenaient pas à suivre l'enseignement portaient le « casque déchiré », ce qui constituait une honte pour la famille. Il fallut abandonner nos vêtements traditionnels et mettre chemise et culotte, comme les Blancs qui eux « ne pouvaient être que forts, savants et riches ». Ceux qui ne s'inclinaient pas étaient stigmatisés comme ignorants, même s'ils savaient écrire en arabe. Les enfants étaient partagés entre l'éducation familiale qu'ils retrouvaient en rentrant à la maison, l'école en français et l'éducation religieuse en arabe. Il y avait aussi une démythification de la langue maternelle qui était jusque là le véhicule de la communication et celui des étapes de l'initiation connues de tout le monde, alors que dans l'apprentissage du français, la notion d'individualisme prime sur le collectif.

En 1967, Mamadou Deme arrive au lycée à Saint Louis. Il comptait 3 000 élèves venus de tout le Sénégal qui parlaient des langues inconnues. Il était situé dans un milieu urbain où tout le monde courrait, alors qu'au village on prenait son temps. C'était le lieu de formation des futurs cadres où les langues nationales étaient ignorées et où l'uniforme était obligatoire. On apprenait l'anglais puis une autre langue d'Europe ou d'Asie (le chinois), mais pas de langues nationales auxquelles on ne pouvait s'intéresser que clandestinement sous peine d'exclusion.

Plus tard la Constitution reconnaîtra six langues nationales. Juridiquement elles sont toutes égales. Mais dans la

pratique, dans chaque pays, une langue majoritaire se dégage, celle qui était parlée par les premiers interlocuteurs des colonisateurs. Leurs enfants ont été les premiers à aller à l'école et à se tourner vers l'Occident et ils sont aussi les dirigeants actuels. Les écoles sénégalaises ne sont généralement pas fréquentées par les enfants de ces dirigeants qui les envoient en France alors qu'ils devraient côtoyer leurs concitoyens. L'école est ainsi un élément de différenciation.

En arrivant en France, Mamadou Deme découvre une association de travailleurs sénégalais, avec Roland Colin, qui forme des cadres villageois en vue du retour au pays et où on apprend le français et une langue nationale que les migrants considéraient comme inutile. Et pourtant dans les familles, lorsque les enfants parlent français et les parents leur langue, ceux-ci sont disqualifiés. C'est donc un problème. Ce discrédit des langues nationales s'explique parce qu'elles n'ouvrent pas de perspectives socioprofessionnelles. Si elles étaient enseignées à toutes les étapes du cursus scolaire, elles seraient considérées comme le français.

Lors de la campagne de cette année pour les élections présidentielles au Sénégal, dans les zones rurales, les orateurs parlaient français, alors que l'auditoire ne comprenait pas. Il applaudissait quand même en fait le « fils de X ou Y », mais pas le français. Car ces populations demandent de plus en plus qu'on leur parle dans leur langue. Les hommes politiques commencent à faire un retour vers ces langues locales. En France par contre, l'enseignement des langues africaines apparaît comme un frein à l'intégration, alors que ce serait admettre la diversité de la société dans tous ses aspects.

### **L'avenir, c'est Internet**

**Gérard GALTIER** (enseignant à l'Institut national des langues orientales) a fait de l'alphabétisation fonctionnelle et s'occupe d'éditions en langues nationales, qu'il appelle « internationales » car elles sont par-

lées dans plusieurs pays : le bambara, par exemple, au Sénégal, au Burkina, en Côte d'Ivoire. Il a constaté récemment au Mali l'importance de la musique. Or les titres des chansons en langue locale ne sont pas transcrits selon les règles officielles mais phonétiquement à la française. Il rappelle que l'enseignement de ces langues africaines est parfois considéré par les enseignants et par les familles comme un enseignement au rabais. C'est pourquoi il pense qu'il faudrait commencer par le français et attaquer les langues africaines au secondaire : les ados et les jeunes maîtriseraient mieux leurs propres langues et les élites s'en souviendraient. Il faudrait aussi, selon lui, penser aux systèmes de transcription sur internet qui est incontestablement le moyen de communication de l'avenir.

## QUESTIONS - REPONSES

En Afrique occidentale l'éducation s'est répandue davantage dans les pays

côtiers qu'à l'intérieur notamment, grâce aux efforts des missions qui y étaient plus présentes et en fonction des moyens financiers dont disposaient les Etats.

Les langues africaines menacent-elles le français ? Non. Les personnes qui savent écrire peuvent le faire dans plusieurs langues. D'autre part les Africains sont presque tous multilingues au moins à l'oral. Mamadou Deme, qui maîtrise parfaitement le français a écrit des poèmes en wolof, en pular, en sérère, en soninké. Selon lui l'intérêt de la langue française est de travailler à ce métissage linguistique pour se renforcer mutuellement, et avoir leur place dans le concert des nations. Ce qui est dommage c'est que les langues africaines soient ignorées dans les universités françaises, de même que dans les centres d'accueil des immigrants où les films sur le civisme sont parlés en langues européennes et en turc, alors que le public est africain

ou asiatique En Afrique rien n'est fait pour accompagner les migrants et en France ce sont des associations qui assurent cette formation notamment pour le soninké et le peuhl.

A une autre question, il fut précisé qu'en Afrique les femmes ont plus difficilement accès à ces enseignements, car les hommes estiment qu'elles n'en ont pas besoin pour le jardin ou les champs sauf peut-être pour le micro-crédit. Un programme de l'UNESCO sur les langues parlées dans plusieurs pays fut l'occasion de rappeler à chacune leurs liens réciproques et de s'enrichir de ces apports.

Il faut enfin penser aux 2 000 manuscrits répertoriés sur le plateau Dogon et les milliers d'autres existants ailleurs, tous rédigés en langue africaine. Ils sont de nature à modifier beaucoup de clichés sur l'antériorité de la culture africaine.

**Robert Ginésy**

---

# Le point sur les accords de partenariat économique

Six mois avant la date fatidique du 31 décembre 2007 où, en vertu d'un accord avec l'Organisation mondiale du Commerce, le régime douanier des échanges commerciaux entre l'Union Européenne et le groupe Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP) doit devenir réciproque, qu'en est-il de la négociation des accords de partenariat économique (APE) entre les deux parties ?

Si, du côté de l'Union Européenne, la volonté existe et les dispositions pratiques ont été prises pour que ces accords voient le jour en temps voulu, du côté des ACP c'est sans enthousiasme qu'on s'engage dans cette voie qui bouleverse à la fois les données économiques de la concurrence et des avantages comparatifs, et l'équilibre des recettes budgétaires de l'Etat.

La marche vers les APE se déroule en deux temps : dans un premier temps les pays ACP appartenant au même groupe régional - il y en a six - doivent négocier entre eux l'instauration d'un

marché unique par région et de tarifs douaniers communs à leurs frontières extérieures. Dans un temps ultérieur chacun de ces groupes régionaux doit entrer en négociation avec l'Union Européenne pour instituer avec elle une zone de libre échange.

En Afrique subsaharienne, l'Afrique de l'Ouest est la plus avancée dans cette démarche. Dans le cadre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO), les pays ouest-africains ont unifié leur marché et fixé les tarifs douaniers communs. Ils en sont à étudier les produits sensibles qui pourront échapper au régime douanier général à négocier avec l'Union Européenne. En Afrique de l'Est, la COMESA qui regroupe 17 pays adhérents aux accords de Cotonou vient d'arrêter les tarifs douaniers communs qui vont de 0% pour les produits de base à 20% pour les biens de consommation industriels.

Le 25 mai dernier le Conseil des ministres conjoint ACP-UE s'est réuni pour faire la révision des actions engagées au titre des APE et donner une impulsion afin qu'elles aboutissent en fin d'année. Ce fut, une nouvelle fois, l'occasion d'exprimer les doutes sur l'effet bénéfique attendu de la libéralisation des échanges en matière de développement en dehors d'une aide économique renforcée qui mette les économies ACP à même d'absorber le choc de la concurrence et de tirer parti des avantages théoriques du libre-échange.

Il est difficile de croire, dans ces conditions, que les APE soient signés avec les 6 groupes régionaux ACP dans les mois qui restent. Comme dans toute négociation, le succès dépendra de la capacité des ACP de tirer des avantages suffisants pour courir les risques d'une politique de plus en plus contestée par la société civile.

**Jean-Loïc Baudet**

# QUAND L'AFRIQUE S'EVEILLERA...

## Comment communiquer au grand public une image correcte du développement de l'Afrique subsaharienne ?

L'exposition sur l'Afrique présentée à la Cité des Sciences du 26 juin au 5 novembre a élaboré dans un espace restreint, avec un titre euphorisant sur le devenir du continent, une représentation actuelle de l'Afrique subsaharienne. Mais celle-ci devait ne pas faire trop de choix simplificateurs et éviter nombre de biais. Comment en effet ne pas alimenter clichés et idées reçues tout en restant compréhensible ? Comment aussi répondre aux questions sensibles tout en développant une problématique de fond pointant les différences africaines par rapport au modèle occidental de développement ? Celui-ci supposait un découpage repensé du savoir scientifique et une hiérarchie disciplinaire entre sciences naturelles et sociales. J'ai donc introduit l'histoire ou le politique pour comprendre certaines difficultés à construire des nations et des Etats, indispensables à certains égards. Ma participation à ce travail comme conseiller scientifique a été une expérience très intéressante et un défi intellectuel en raison de la complexité et de la diversité des Afriques présentées dans l'exposition comme une, alors que les cartes montrent une infinie

variété de situations géographiques. Un des premiers problèmes à résoudre a été d'éviter la loupe grossissante des statistiques, fausses et parfois manipulées (recensements démographiques du Nigeria de 2006 par exemple) et des images partielles faisant appel plus à l'émotion qu'à la réflexion. Si l'on s'est gardé des préjugés et idées reçues qui perdurent dans le public, le positivisme scientifique dans une cité dédiée à la Science et à l'Industrie allait de soi et n'aidait pas à comprendre la réaction des Africains face au progrès technique...

Comment saisir un sous-continent encore imprégné de ruralité où le visible et l'invisible se télescopent en permanence sans décréter que certaines résistances légitimes à des transferts de technologies inadaptées relèvent de mentalités dites archaïques ? N'oublions pas le faible développement de l'esprit scientifique et de la culture technique dans la population, problème fondamental.

Autre point sensible : le développement est un processus controversé en même temps qu'un changement social global qui n'est ni linéaire, ni mimétique comme on l'a cru. Il se nourrit en effet de bonnes pratiques adaptées au plan local comme de politiques publiques incitatives et régulatrices à un plan plus global, ce qui suppose la connaissance et la reconnaissance des savoirs et savoir-faire locaux comme l'existence d'institutions étatiques en mesure de faire prévaloir l'intérêt général.

Le développement suppose aussi une modification des rapports à la nature qui n'a pas encore eu lieu partout dans les sociétés africaines. L'écologie scientifique et/ou politique n'a pu avoir lieu que dans des sociétés hyperurbanisées, avec parfois des conséquences négatives sur le continent africain. Pensons au 42 000 km<sup>2</sup> de parcs nationaux tanzaniens (1,5 fois le territoire de la Belgique) livrés aux animaux et aux touristes au détriment des éleveurs et agriculteurs.

Comment enfin affirmer à un public soucieux de résultats immédiats que la science et la technologie, surtout étrangères, ne peuvent garantir le développement. Il faut du temps pour l'apprentissage de la pratique scientifique et la diffusion dans le corps social de la culture technique. Des moyens conséquents et des convictions politiques sont nécessaires pour faire le pari de l'industrialisation de la science avec la création d'institutions et de corps de scientifiques nécessaires pour porter une recherche pour le développement autochtone, qui fut mise à mal avec l'ajustement structurel prôné par le FMI et la Banque mondiale. *In fine*, ce sont les sociétés elles-mêmes qui permettent la valorisation des innovations et découvertes issues du milieu scientifique par leur acceptation et leur assimilation des systèmes techniques proposés.

Tels furent les questions que je ruminais lors de l'élaboration d'une exposition devant toucher une centaine de milliers de visiteurs.

**Georges Courade**

### *Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)*

Association Loi 1901

Président : Michel Levallois

Vice-Présidents : Raymond Césaire,  
Georges Courade, Xavier de Franssu,  
Henri Senghor.

Secrétaire Général : Jean-Loïc Baudet  
Trésorier : Jean-Louis Domergue

### *La Lettre de la CADE*

Directeur de publication : Michel Levallois  
Comité de rédaction : Robert Ginésy,  
Michel Levallois, Philippe Mathieu,  
Denyse de Saivre, Henri Senghor.  
Maquette : Atelier Visconti

La CADE : 5 rue des Immeubles-Industriels,  
75011 Paris, France.

Tél. : 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50  
Courriel : endacade@wanadoo.fr  
Web : www.afrique-demain.org

### **Abonnement à *La Lettre de la CADE* :**

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

.....

Code postal ..... Ville.....

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

## Plus de capitaux, moins d'aide publique

Le dernier rapport de la Banque mondiale publié en mai 2007, « Global Development Finance » (GDF), souligne que l'argent privé, les IDE (Investissements Directs Etrangers), est désormais durablement le principal financeur du développement des pays émergents, qui comprennent, entre autres, le Brésil, la Chine et l'Inde. En 2006 ils ont absorbé la moitié des IDE dirigés vers les pays en développement, qui se sont élevés à 647 milliards de dollars. L'Afrique a reçu seulement 39 milliards. Entre 2005 et 2006, la hausse a été de 17% contre 34% entre 2004 et 2005. Cette diminution s'inscrit dans une évolution qu'envisage le rapport.

La bonne croissance mondiale des quatre dernières années, l'augmentation constante des prix des matières premières, une forte présence de liquidités expliquent ces investissements dans des pays qui ont su engager les réformes nécessaires à normaliser leur économie. Ils se sont protégés contre leur vulnérabilité à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des flux de capitaux. Ils ont amassé des réserves en devises considérables. Ils remboursent leurs dettes publiques extérieures avant terme et font appel désormais au marché intérieur.

Des pays africains font aussi des efforts dans le sens d'une plus grande normalité. Après la période troublée des élections qui ont abouti à des institutions stables, la RDC s'est engagée sur quelques mesures propres à montrer au Fonds Monétaire International (FMI) qu'elle voulait respecter une certaine orthodoxie dans la gestion des ressources économiques ; réforme de la Banque Centrale ; création de centres des impôts, collecte des taxes douanières, etc... Dans les pays qui ont bénéficié de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) les dépenses sociales sont quatre à cinq fois supérieures à celles consacrées au service de la dette, les crédits pour la lutte contre la pauvreté ont pratiquement doublé. Par ailleurs le Nigeria a profité de la hausse du pétrole pour reconstituer ses réserves de change.

### Réduction de l'aide publique

La Banque Mondiale estime néanmoins que les capitaux privés ne peuvent rempla-

cer totalement les crédits publics, notamment pour les pays les plus pauvres qui ne les attirent pas, faute de ressources minérales conséquentes. Or l'aide publique (APD) a reculé de 5,1% entre 2005 et 2006, passant de 106 à 103 milliards de dollars. Pour l'Afrique, l'aide a été en 2006 de 28 milliards de dollars, en augmentation apparente de 23%, mais de 2% en réalité, en décomptant les annulations de dette.

Les promesses du Sommet du G 8, qui s'est déroulé en Ecosse en 2005, n'ont donc pas été tenues, qui prévoyait de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010. Pourquoi le renouvellement de ces promesses en Allemagne cette année serait-il plus suivi d'effets ? D'après le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, les programmes 2007 et 2008 resteront inférieurs aux objectifs.

### Le FMI en déficit

Le GDF parle de « renversement de tendance », car, selon lui, la croissance actuelle ne durera pas et celle des pays émergents est arrivée à son sommet. En effet la hausse des matières premières s'essoufflera. Le pétrole et les métaux non ferreux ont déjà commencé à baisser.

Autre renversement, celui de la position des institutions de Bretton Woods. Depuis 60 ans elles encadrent les économies du Sud, et aussi indirectement leur vie sociale et politique avec les Plans d'ajustement structurel, qui n'ont pas été entièrement

inutiles d'ailleurs. Or les remboursements anticipés de dettes et le moins grand nombre de prêts accordés leur coûtent cher. La Banque mondiale est ainsi passée, entre 2005 et 2006, de la position de prêteur net « positif » de 2,5 milliards de dollars à celle de prêteur « négatif » de 2,4 milliards de dollars. Elle a donc besoin de ressources supplémentaires. La situation est la même pour le FMI dont le flux des prêts était négatif de 25 milliards de dollars en 2006. Comme il finance une partie de ses activités sur les remboursements, il a publié un exercice en déficit de 105 millions de dollars pour 2006/2007.

Dans les deux cas, des réformes sont demandées et même prévues, mais elles sont difficiles à mettre en œuvre, tant l'adaptation à un autre aspect de la mondialisation est peu admissible au Nord. Aujourd'hui les économies des pays émergents apparaissent plus prospères que celles des pays industrialisés.

On ne prête qu'aux riches ! L'Afrique peut ne pas paraître concernée, mais, fort heureusement elle sera entraînée, plus ou moins rapidement selon les Etats et les régions, en fonction de leur capacité à adapter leurs spécificités aux standards planétaires.

**Robert Ginésy**

*NDLR. L'essentiel des informations utilisées dans cette page est puisé dans l'hebdomadaire « Marbés Tropicaux et Méditerranéens ».*

## Projets d'équipement rural au Mali

Depuis de nombreuses années le CEPAZE (Centre d'Echanges et Promotion des Artisans en Zone à Equiper) travaille avec les paysans du Sahel pour les aider à se doter des équipements techniques adaptés à leur type de production.

Dans trois régions du Mali (Kéniéroba, N'Dinina, Sokourani) ses projets actuels concernent plusieurs centaines de familles. Les prototypes de machines manuelles, ou à traction animale, doivent être

élaborés sur place, puis entretenus par les utilisateurs dans le cadre de coopératives qui s'engagent à diversifier leurs productions, à créer des emplois et à exporter leurs produits.

Très bien accueillis par les autorités locales, ces projets supposent un financement de départ qui serait ensuite remboursé. L'association recherche des appuis auprès des autorités françaises de la coopération.

**R.G.**

# Cinéma

L'association « Clap Noir », créée en 2002 pour favoriser la connaissance des cinémas d'Afrique notamment par les nouvelles technologies, organise régulièrement des « maquis culturels », présentation d'un film africain peu diffusé ou pas distribué en France dans un cadre plus convivial qu'une salle de cinéma, avec concert, décor, bar et cuisine africaine. Le samedi 27 juin, l'ambassade du Burkina-Faso et « Clap Noir » s'associaient pour offrir au public parisien une projection vidéo de cinq films sélectionnés au récent Fespaco 2007.

**Darrat** (Tchad, étalon de bronze) et **Ezra** (Nigeria, étalon d'or), les deux longs-métrages, s'intercalaient entre deux documentaires, **Lamine la fuite** (Algérie, Prix 2006 du Festival International des Droits de l'Homme) et l'Or bleu (France), et étaient suivis de **Dewenati** (court-métrage sénégalais primé au Festival Interfilm 2006 de Berlin et au Festival international de court-métrage de Clermont-Ferrand), dont la poétique légèreté fut fort bienvenue pour clore une édition de qualité mais éprouvante. L'actualité était en effet au cœur de cette sélection de films, qui affrontait sans détour l'ampleur des crises dans lesquelles se débattent les peuples d'Afrique.

Plus particulièrement, la thématique de la justice et de l'impunité, de la reconstruction d'une société après une guerre civile, traversait l'ensemble de ces films. Même le portrait plein d'empathie de *Lamine la fuite*, sympathique trentenaire algérois emblématique de sa génération obsédée par l'émigration, « hittiste » qui « ne ferait pas de mal à une mouche » et étouffé dans une société bloquée par l'impasse politique, le chômage et le culte de la virilité, rappelle au hasard d'une discussion la violence des années 90 et comment elle a structuré durablement la société algérienne.

Articulant tous deux les problématiques générales d'un pays avec celles plus particulières de la difficile

construction de l'identité d'un jeune homme, et notamment de son rapport à la violence et aux adultes, *Darrat et Ezra* traitent par contre, l'un, avec la sécheresse et la pudeur du Tchad arabophone, de vengeance individuelle, l'autre, avec la chaleur humaine englobante et patiente des pays côtiers, d'une justice collective.

Bien filmé, bien monté, bien construit, révélant des actrices à la présence et la sensibilité extraordinaires, *Ezra* traite surtout avec énormément d'intelligence un sujet fort, celui des enfants-soldats, sans jamais tomber dans le manichéisme ou le moralisme. S'il choisit de présenter le processus « vérité et réconciliation » sans évoquer ses limites ni ses ambiguïtés, l'absence de désignation géographique précise pour l'action<sup>1</sup> atteste qu'il s'agit moins d'une description d'un processus existant que d'un légitime plaidoyer pour une des plus belles innovations africaines de ces dernières années. Présentant habilement et sans didactisme la complexité de la crise libérienne et sierra-léonaise, montrant différents aspects peu courants du conflit, en toile de fond et sans jamais que cela parasite l'histoire principale de ce jeune Ezra tentant d'éviter de se

confronter à lui-même, montrant aussi bien donc l'héroïsme ordinaire des villageois de base que leur panique face aux hommes armés, autant la vie communautaire des enfants-soldats et la sincérité de leur engagement que la façon dont il est détourné par des adultes avides et irresponsables, autant la violence qu'ils exercent ou qu'ils subissent que la fraternité qui les unit, autant la responsabilité d'un état corrompu que celle des réseaux internationaux africains ou occidentaux, ce film<sup>2</sup> offre surtout d'écouter, de reconnaître l'humanité et de redonner une subjectivité à ceux qui sont généralement vus, y compris par les plus humanistes, comme des masses sans véritable identité.

**Yann Le Corfec**

1/ Bien que l'on reconnaisse sans peine la Sierra Leone, l'auteur ne s'étant autorisé qu'une seule simplification, « l'ARDP » du film qui mélange des caractéristiques de la faction Tidiane Kabbah à celles de l'AFRC de Johnny Koroma, voire du Libérien Prince Johnson.

2/ Selon les termes de Samia Chala, réalisatrice de *Lamine la fuite*, venue ce jour-là présenter son film et son projet de cinéaste.

## AGENDA DE LA CADE

**Cycle 2007 - 2008: l'Afrique des mutations silencieuses,**  
étudiée selon huit thèmes

### Fin 2007

**Judi 11 octobre** ; l'Afrique de la paix : enjeux et servitudes

**Mercredi 14 novembre** ; l'Afrique de l'unité : défis et moyens

**Judi 13 décembre** ; l'Afrique des migrations internes et de l'urbanisation  
(échange éventuel avec une autre manifestation le 14 janvier)

### Début 2008

**Mercredi 16 janvier** ; compte-rendu de l'exposition  
« Quand l'Afrique s'éveillera... » (hors cycle et sous réserve)

**Mercredi 13 février** ; l'Afrique des convoitises

**Mercredi 12 mars** ; l'Afrique de l'inventivité

**Mercredi 16 avril** ; l'Afrique de la créativité

**Mercredi 14 mai** ; l'Afrique au milieu des grands blocs mondiaux

**Mercredi 8 juin** ; les transformations sociales